Vers une autre institution universitaire ? L'expérience paritaire au CLU de Brest en mai-juin 1968

*Towards another type of academic institution? The experience of the Collège
Littéraire Universitaire of Brest in May-June 1968*

Vincent Porhel

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/4443>

DOI : 10.4000/abpo.4443

ISBN : 978-2-7535-7783-1

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 mars 2019

Pagination : 181-198

ISBN : 978-2-7535-7782-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Vincent Porhel, « Vers une autre institution universitaire ? L'expérience paritaire au CLU de Brest en mai-juin 1968 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 126-1 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/4443> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.4443>

Vers une autre institution universitaire ? L'expérience paritaire au CLU de Brest en mai-juin 1968

Vincent PORHEL

Maître de conférences en histoire contemporaine – ESPE université Lyon 1

Les commémorations du cinquantenaire des événements de mai-juin 1968 ont donné lieu à de nouvelles avancées historiographiques¹ à la suite des commémorations, déjà très denses, de 2008. L'accent y est mis sur les itinéraires militants², sur la face cachée des événements³, sur l'intérêt accru pour les scènes régionales déjà perceptibles lors la dernière commémoration mais qui accèdent ici à une maturité certaine⁴. L'historiographie des années 68 a tendance cependant à minorer les questions liées aux réflexions menées dans les amphithéâtres universitaires dans l'ensemble du pays⁵. Inscrite trop souvent dans une lecture culturelle et politique de la contestation, le regard sur le mai-juin étudiant semble privilégier l'élan des manifestations, le poids des slogans et les discours issus de l'extrême-gauche estudiantine. Un regard biaisé qui tend à renvoyer l'action réformatrice, qui a produit nombre de documents d'archives, aux oubliettes de l'histoire. Il serait éprouvant, voire impossible, de recenser les propositions de transformation qui sont nées de ces fiévreuses discussions entre

1. BANTIGNY, Ludivine, 1968. *De grands soirs en petits matins*, Paris, Le Seuil, 2018.

2. FILLEULE, Olivier, SOMMIER, Isabelle, BÉROUD, Sophie, MASCLÉ, Camille, HIRSH, Thomas, *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Paris, Actes Sud, 2018 ; DORMOY-RAJAMANAN, Christelle, GOBILLE, Boris, NEVEU, Erik, *Mai 68 par celles et ceux qui l'ont vécu*, Paris, Éditions de l'atelier, mars 2018

3. ARTIÈRES, Philippe et GIRY, Emmanuelle, *68 Les archives du pouvoir, exposition aux Archives nationales & catalogue*, 2018.

4. BOUGEARD, Christian, *Les années 68 en Bretagne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017 (pour la Bretagne), mais également Collectif de la Grande Côte, *Lyon en luttas dans les années 68. Lieux et trajectoires de la contestation*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, coll. « Actions collectives », 2018 ou FILLEULE, Olivier et SOMMIER, Isabelle, *Marseille, années 68*, Paris, Éditions Les Presses de SciencesPo, 2018.

5. Comme l'a montré un récent colloque tenu à Lyon les 30 et 31 octobre 2018 : « Le moment 68 à Lyon et dans la région en milieu scolaire, universitaire et éducatif : contestations, mutations, résistances, trajectoires ».

enseignants et étudiants dans l'ensemble des universités françaises. La remise en ordre marquée par la mise en place de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur en novembre 1968 et l'institution de l'université de Vincennes semblent avoir recouvert les paroles émanant des amphithéâtres occupés. Une autre explication de ce relatif désintérêt⁶ tient à la densité des propositions et à leur aspect souvent technique, car résultant du travail volontariste d'étudiants et de maîtres assistants, ce qui peut décourager les recherches plus approfondies. Le pragmatisme même des propositions les plus abouties semble aller, pour nombre de chercheurs, contre le vent des événements porté par le souffle de mai. Enfin le report des examens dans les universités a entraîné le départ de la majorité des étudiants, peu ou pas concernés par le mouvement et n'a laissé dans l'ombre des amphithéâtres qu'une minorité d'acteurs parmi le plus motivés qui peinent à incarner pour les historiens les profondes transformations sociétales à l'œuvre. Pourtant ces travaux souterrains produisirent nombre de propositions dans une atmosphère propre à la période. À cet égard, ceux qui furent menés au sein du Collège littéraire universitaire de Brest apparaissent comme tout à fait remarquables dans le cadre national.

Cet article procède d'une longue réflexion sur l'histoire des événements, mais également de l'accès à un dépôt d'archives confié à l'auteur par Edmond Monange, acteur enseignant de mai-juin 1968 à Brest, alors assistant d'histoire et futur doyen de la Faculté des Lettres de Brest de 1977 à 1983. Ce dépôt comporte un ensemble de documents disparates, mêlant documents officiels émanant des instances gouvernementales ou syndicales, productions des commissions de réflexion du Collège littéraire universitaire au cours des événements et projet de réforme amendé puis finalisé⁷. Ce dépôt d'archives a été enrichi par une collecte de sources orales limitée, volontairement, aux principaux acteurs de la période⁸. C'est donc à une immersion dans la complexité d'une séquence historique singulière que vous invite cet article.

Un centre universitaire dans une région périphérique

On ne peut évoquer l'expérience menée sans tenir compte de la spécificité du milieu au sein duquel elle se produit. On retrouve au Collège littéraire universitaire (CLU) de Brest des caractères communs à ces structures universitaires de taille réduite qui se multiplient en France pour pallier la progression des effectifs étudiants. Cette localisation tend à fortifier l'ancrage des acteurs et actrices et par là à révéler les traits propres à une

6. S'ils sont évoqués dans les ouvrages centraux sur la période, ces aspects n'y occupent cependant qu'une place marginale.

7. PORHEL, Vincent, « L'expérience d'un fonds de militant collecté par un chercheur », *La Gazette des archives*, 2002, Nouvelle série, n° 193, p. 77-80.

8. Il est à souligner que la version originale de cet article est un mémoire soutenu par l'auteur à l'université de Bretagne occidentale en 1988, « mai 1968 au Collège Littéraire Universitaire de Brest » sous la direction d'Edmond Monange.

scène locale porteuse d'identité spécifique. À ce titre, l'évocation du CLU de Brest en 1968 ne saurait être lue comme la simple déclinaison d'une situation nationale mais comme « un objet socialement construit par des pratiques localisées, par une histoire propre, par un ensemble de relations sociales plus ou moins organisées⁹ ».

Vivre, travailler, étudier au pays

Avant 1959, la Bretagne n'a qu'un seul centre universitaire, à Rennes. Une structure qui semble adaptée dans les années cinquante pour accueillir les minces filets d'étudiants issus de cette région massivement rurale à l'industrialisation rare ou en disparition (les forges d'Hennebont, principales entreprises privées de la région, ferment leurs portes au terme d'une longue mobilisation régionale en 1966¹⁰). Elle s'avère cependant insuffisante à l'heure de l'explosion démographique et face à la progression des aspirations sociales au sein d'un monde paysan et ouvrier breton qui fait sien le slogan des grévistes des forges de l'Adour « vivre et travailler au pays ». C'est dans ce contexte agité qu'est décidée l'implantation d'une structure universitaire destinée à accueillir les étudiants de Basse-Bretagne. Initialement prévue à Quimper, préfecture du Finistère, le Collège scientifique universitaire (CSU) est finalement implanté en 1959 à Brest. En 1960, c'est l'installation du Collège littéraire universitaire (CLU), en 1961, de l'École nationale d'ingénieurs, en 1962, de l'École supérieure de commerce, en 1966, de l'École de médecine, enfin, en 1967, de l'Institut de droit et de sciences économiques. Ainsi en huit ans, c'est toute une institution universitaire qui voit le jour. Cette progression des installations se double d'une progression des effectifs étudiants : accueillant 554 étudiants en 1960, le CLU et le CSU en accueillent 3354 à la rentrée 1968¹¹. Les prévisions sont dépassées et nécessitent l'aménagement de nouvelles structures universitaires. En effet, prévu à l'origine pour assurer la propédeutique et quelques certificats de licence, le CLU assure dès 1966 la préparation au diplôme d'études supérieures (DES) d'où la nécessité d'agrandir les locaux initiaux. De fait le CLU de Brest présenté en 1963 par Alice Picard comme « un ensemble de bâtiments préfabriqués sommairement équipés¹² » est devenu en 1966 – date à laquelle elle devient directrice du CLU – un établissement universitaire moderne et en pleine expansion.

9. BRIQUET, Jean-Louis, SAWICKI, Frédéric. « L'analyse localisée du politique », dans : *Politix*, vol. 2, n° 7-8, octobre-décembre 1989. L'espace du local. p. 6-16.

10. PORHEL Vincent, *Ouvriers bretons : conflits d'usines, conflits identitaires en Bretagne dans les années 1968*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.

11. En terme de comparaison avec le centre rennais, en 1959, le nombre d'étudiants brestois de première année correspond à 27 % du nombre d'étudiants rennais, en 1963, il est déjà de 70 %.

12. SAUNIER SEITÉ, Alice, *En première ligne*, Paris, Plon, 1982. Alice Picard devenue Alice Saunier-Seité sera secrétaire d'État aux Universités du 12 janvier au 29 mars 1977 puis ministre des Universités du 29 mars 1977 au 22 mai 1981.

Étudier au CLU de Brest

Une étude sociologique très complète, réalisée à la veille des événements, permet une approche relativement approfondie des profils socio-économiques des étudiants¹³ brestois. Nous sommes tout d'abord confrontés à une réalité sociale : 85,5 % des étudiants sont issus du département du Finistère et 54 % du Nord-Finistère¹⁴, parmi eux peu d'étudiants issus des classes aisées – ceux-ci se rendant à Rennes ou à Paris – 18 % des étudiants sont fils d'agriculteurs, 17,5 % sont fils d'ouvriers et 6,5 % sont fils d'employés, une condition modeste confirmée par les aides perçues puisque 80 % des étudiants brestois sont titulaires d'une bourse et 45 % vivent avec 350 francs par mois (alors que la moyenne nationale est de 600 francs). Le degré d'instruction parentale est à l'avenant : 64,5 % des parents ont un certificat d'étude primaire ou pas de diplôme du tout et une grande majorité d'étudiants sont les premiers de leur famille à faire des études supérieures. Homogénéité sociale donc mais aussi culturelle dans la mesure où 80,5 % des étudiants se déclarent catholiques, 30,6 % déclarant pratiquer régulièrement. Marqueur supplémentaire de cet ancrage catholique, près de la moitié des étudiants et étudiantes brestois sont issus de l'enseignement confessionnel (lycées privés et petits séminaires). Les projections professionnelles sont pragmatiques : 80 % se destinent à l'enseignement¹⁵ dans une région qui présente peu de possibilités d'emplois supérieurs dans l'industrie ou les services. Le fait que seul 50 % des étudiants interrogés considèrent le métier d'enseignant comme idéal marque bien que l'ambition première de beaucoup est de rester travailler dans leur région. Si cette position souligne un retournement notable des représentations vis à vis de la fatalité de « l'exode » vers les régions industrielles qui aspirent le solde migratoire régional depuis le XIX^e siècle, elle enferme durablement le CLU dans un statut non-dit d'école professionnelle. Ce rapide panorama renvoie l'image d'un monde étudiant brestois inquiet car attentif à son avenir professionnel¹⁶. Dans ce contexte, l'examen est vu comme une menace et la réforme Fouchet de 1967 atteint profondément des étudiants fragilisés, leur laissant craindre une sélection à outrance. Qui plus est, l'examen-sanction est souvent la seule relation qu'entretiennent les étudiants avec de jeunes enseignants issus du secondaire, empêtrés dans leur thèse ou souvent absents du fait de la dépendance du CLU vis à vis du centre universitaire rennais, notamment en terme de gestion.

13. GUERCHAIS, Martine, *Contribution à l'étude psychosociologique de la condition étudiante : les étudiants à Brest*, sous la direction de M. Arbousse-Bastide, thèse de 3^e cycle, Paris, 1969.

14. Cette précision a son importance, pour des raisons historiques et sociologiques, les étudiants du sud Finistère répugnent à étudier dans le nord du département et privilégient l'université de Rennes. En 1966, 16,5 % des étudiants rennais viennent encore du Sud-Finistère, Martine Guerchais, *op. cit.*

15. Contre 24 % à Paris et 32 % à Grenoble (GUERCHAIS, Martine, *Contribution...*, *op. cit.*)

16. Ce qui tranche avec des représentations d'acteurs et d'actrices issu-e-s d'autres régions (FILLEULE, Olivier et alii, *Changer le monde, changer sa vie*, *op. cit.*).

Le Centre universitaire brestois connaît cependant une vie étudiante animée du fait de la vitalité des mouvements de jeunesse en Bretagne dont sont issus nombre d'étudiants brestois. On peut ainsi distinguer au CLU trois courants de pensée – catholiques, communistes et régionalistes – dans une classification évidemment arbitraire étant donné que nombre d'étudiants partagent une, deux voire trois de ces affiliations.

La Communauté catholique universitaire (CCU), plus couramment surnommée la « catho », recrute dès avant la rentrée universitaire dans les lycées confessionnels de la région. Animée par des militants de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), cette structure obéit, à l'instar des autres mouvements d'action catholique, à des principes axés sur la responsabilité individuelle et collective. Elle forme ainsi à la gestion universitaire nombre de jeunes étudiants¹⁷. L'Union des étudiants communistes (UEC) compte en 1967 une trentaine de membres dont les parents travaillent en majorité à l'arsenal. Ils sont les rares à détenir une réelle formation politique et s'investissent dans les actions contre la guerre du Vietnam initiées à Brest par le PCF. Reste qu'ils n'ont que peu de velléités de contestation à l'intérieur d'un parti communiste brestois solidement tenu par son leader Louis Le Roux¹⁸. Dernière organisation notable du monde étudiant brestois, la Jeunesse Étudiante Bretonne (JEB) qui diffuse un journal « *Ar Studier* » financé par une plaquette annuelle sur la situation de l'économie bretonne. À l'exemple de l'Union démocratique bretonne (UDB) fondée en 1964 par Ronan Le Prohon, maître assistant d'histoire au CLU de Brest, la JEB développe un discours socialisant axé sur la condamnation de l'exploitation de la Bretagne par le capitalisme français¹⁹. On voit donc que le centre universitaire brestois ne manque pas d'organisations de rassemblement, voire de contestation. Il ne faut pour autant pas en exagérer l'audience, une étroite minorité de militants suffit à animer une vie étudiante qui demeure austère, et c'est au sein de l'Association générale des étudiants brestois (AGEB) que se retrouvent les principaux militants étudiants quelles que soient leurs autres appartenances militantes.

À la veille des événements, le syndicat étudiant brestois est présidé depuis le 23 novembre 1967 par Bernard Boudic, issu de l'Action catholique universitaire (ACU). L'AGEB se caractérise alors par une position progressiste – la section vote systématiquement avec la minorité à tous les congrès de l'UNEF – et une pratique syndicale essentiellement axée sur la défense des intérêts étudiants par l'information (campagne sur le chômage ou sur le statut de l'étudiant) et l'action au travers de la discussion avec le rectorat sur l'allocation des bourses en lien avec les campagnes

17. Voire de très jeunes. Jean Postic, président du foyer en 1964 est licencié à l'âge de 19 ans, ce fait s'explique par le fonctionnement de l'enseignement rural où l'on pouvait « sauter » une, deux voire trois classes.

18. Entretien Anne LEOSTIC, étudiante, militante communiste puis à la Ligue Communiste à partir de 1967.

19. PASQUIER, Romain et KERNALÉGENN, Tudi (dir.), *L'Union démocratique bretonne. Un parti autonomiste dans un État unitaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

nationales. Reste qu'à la veille des événements, l'AGEB s'inquiète de la baisse inquiétante d'adhérents. Ce constat rejoint d'ailleurs une situation vécue au niveau national par l'UNEF, laquelle voit fondre ses effectifs après l'acmée de la guerre d'Algérie. À la trentaine de militants restant, Bernard Boudic propose une motion – refusée – visant à ouvrir le vote à l'intérieur de l'AGEB à tous les étudiants titulaires ou non d'une carte syndicale. Cette approche pragmatique articule la conscience bien réelle d'une désaffection croissante des étudiants à l'égard de l'action syndicale mais également une volonté d'unanimité du président qui prend toute son expression à l'occasion des événements.

L'enseignant brestois : un prolétariat de l'enseignement supérieur ?

Établissement récent, le CLU de Brest se voit doter d'un contingent de jeunes enseignants issus de l'enseignement secondaire. Celui-ci s'étoffe avec la croissance des effectifs étudiants. À la rentrée 1966, ce sont 37 enseignants qui sont présents (un professeur, dix maîtres de conférences, 13 maîtres assistants, 24 assistants et deux lecteurs) qui accueillent 1 580 étudiants soit un encadrement perçu alors comme suffisant²⁰. Le problème est ailleurs. Les enseignants les plus gradés – professeurs et maîtres de conférences – sont en faible nombre et, surtout, ne résident pas à Brest d'où un absentéisme chronique et une surcharge de travail pour les jeunes assistants présents sur place. Ceux-ci sont étroitement dépendants de la thèse d'État pour la suite de leur carrière et c'est le temps nécessaire à la finalisation de leurs recherches que leur ôte le fonctionnement du CLU.

L'institution de la thèse est, en effet, au cœur du malaise enseignant dans l'université française. Initialement certificat d'aptitude, la thèse tend à devenir, par la sclérose du corps des professeurs, un moyen de sélection aléatoire. Le refus des directeurs de recherche d'étendre leur recrutement alors même que le nombre de postulants augmente sans cesse entraîne une concurrence effrénée, des thèses de plus en plus importantes sont exigées alors que la direction en est de plus en plus superficielle²¹. Pour le jeune enseignant brestois, il est nécessaire, au vu de la faiblesse documentaire du CLU, de faire de fréquents voyages à Rennes ou à Paris, l'enseignement, et notamment la proximité avec les étudiants, en souffre d'autant. Ces « généraux du secondaire devenus sous-officiers du supérieur²² » supportent de plus en plus mal cette situation, d'où un mécontentement diffus à l'égard de la lointaine hiérarchie rennaise. Expression quantitative de ce mécontentement, le syndicalisme enseignant est dominé au CLU par le SNESUP qui regroupe plus de 50 % des enseignants brestois. La majorité des militants syndicaux sont des assistants et maîtres assistants, auxquels se joignent

20. À la rentrée 1968-69, le CSU et le CLU regroupent 3 354 étudiants. L'institut de droit accueille 404 étudiants à sa création en 1967.

21. Entretien Edmond MONANGE et Bernard TANGUY, assistants d'histoire au CLU en 1968.

22. SAUNIER SEITÉ, Alice, *En première ligne...*, *op. cit.*

quelques individualités du collège A, et notamment Alice Picard, directrice du CLU. Une activité syndicale qui reste cependant très formelle, faite de réunions rituelles au cours desquelles sont commentées les quelques informations syndicales. À cet égard, peu des militants connaissent alors Alain Geismar, le vice-président du syndicat.

L'expression brestoise du mouvement de mai-juin

Le mouvement étudiant et enseignant brestois peut se décomposer en deux séquences. D'une part, un mouvement contestataire à partir du 6 mai, en lien direct avec la contestation syndicale nationale, d'autre part, une démarche initiée par les enseignants et suivie par les étudiants à l'intérieur du CLU de Brest, laquelle aboutit à une remise en cause de l'institution universitaire et à la proposition d'une nouvelle institution marquée par le fédéralisme.

Un mouvement local

Dès le 15 février 1968 en réponse à la campagne nationale initiée par l'UNEF, le malaise des cités universitaires touche le centre brestois. À cette date, 300 jeunes résidentes – et c'est à souligner comme l'expression précoce de l'engagement féminin dans le mouvement étudiant – occupent la résidence des garçons ; le 17 février, les résidents font de même en sens inverse. À cette occasion est édicté par les résidents et résidentes un règlement en 8 points qui entérine la fin de la « ségrégation sexuelle²³ ». Mais l'événement central dans la région est la préparation de la journée d'action régionale du 8 mai à l'instigation de la Fédération régionale des syndicats ouvriers et paysans de l'Ouest autour du slogan « pour que l'Ouest vive » afin de défendre l'emploi « au pays ». La préparation de cette échéance va permettre une première réunion des étudiants et enseignants brestois. Le 28 mars, cette assemblée des enseignants et étudiants brestois dresse un sévère constat de la situation du CLU en dénonçant l'absence de débouchés régionaux²⁴, le fonctionnement de l'université autour de la secondarisation des premiers cycles et son inadaptation croissante à la société, enfin le déficit de l'encadrement. Les demandes formulées soulignent également le poids des assistants et maîtres assistants dans la contestation en devenir. L'assemblée demande ainsi une augmentation et une meilleure répartition des crédits de recherche (chichement accordés par l'université rennaise au centre brestois) et l'amélioration des conditions de travail des enseignants. Les demandes étudiantes évoquent, quant à elles, la création d'une maîtrise

23. JEOFFROY Annie, *Chronique de mai 68 à Brest*, mémoire de maîtrise, UBO, 1987. Le 12 mars, Alain Peyrefitte présente une réforme du règlement intérieur des cités universitaires.

24. C'est un combat permanent de la part des étudiants brestois. L'AGEB organise une campagne d'information le 12 mars 1968, la JEB y consacre une conférence le 21 mars 1968.

technologique perçue comme mieux adaptée à la recherche d'un emploi et la demande de création d'un IUT (Institut universitaire de technologie), ce qui va dans le même sens. On le voit les exigences avancées reflètent bien le pragmatisme qui unit les futurs acteurs de la contestation dans le contexte d'un conflit régional qui avance lui-même la question centrale de l'emploi au pays.

Le mot d'ordre de grève qui tombe le 6 mai à la suite des événements parisiens prend de cours la direction de l'AGEB qui imprime un tract en catastrophe, convoquant les étudiants à un meeting à l'égard du succès duquel le président de l'AGEB s'avoue réservé²⁵. Le succès est considérable et lance durablement le mouvement étudiant avec un taux de grévistes de 95 % et un soutien immédiat des enseignants par la voix du secrétaire du SNESUP, Denis Rigal. Rebondissant sur la journée du 8 mai, le mouvement étudiant brestois rencontre les syndicats paysans et ouvriers déjà mobilisés. La direction du meeting intersyndical est confiée à Bernard Boudic qui conserve cette fonction tout au long des événements brestois²⁶. Le mouvement étudiant va dès lors épouser la contestation nationale en se radicalisant, sans excès, aux lendemains du 30 mai. C'est sans doute cette réserve qui est la particularité du mouvement étudiant brestois, l'absence d'éléments d'extrême gauche au CLU, les convergences d'analyse des différentes organisations syndicales autour du « problème breton » exprimé le 8 mai, le poids de l'environnement catholique qui rejette les extrémismes politiques, autant d'éléments qui expliquent l'absence de violences à Brest durant les événements proprement dits, même si l'université est occupée le 13 mai avec l'accord de la directrice du CLU. Mais si la contestation étudiante à Brest n'a pas l'impact médiatique et mémoriel des agitations parisiennes ou d'autres agitations régionales, c'est dans le cadre de la réforme de l'université que va se développer l'originalité du mouvement brestois.

Vers une autre institution universitaire

L'affirmation de la contestation enseignante et la mise en place des organismes paritaires

Dès le 8 mai, les premières commissions se mettent en place, elles ont à ce stade principalement pour but de maintenir sur place des étudiants tentés par les plages environnantes. Mais le 13 mai, il est évident pour tous que le mouvement de contestation est appelé à durer ; de plus la mobilisation brestoïse repose quasi entièrement sur l'AGEB et son orateur Bernard Boudic ; enfin le problème des examens, dont on a souligné l'importance pour les étudiants brestois, doit être réglé. D'où une mise en demeure du comité de grève étudiant demandant aux enseignants de concrétiser leur

25. Entretien Bernard BOUDIC.

26. C'est un cas quasi unique en France pendant les événements. La personnalité de Bernard Boudic perçue comme « raisonnable » par l'ensemble des organisations syndicales permet d'éviter les querelles de préséances entre CGT et CFDT.

ralliement dans les faits. Mais ceux-ci songent d'abord à régler leur compte avec la hiérarchie rennaise. Le 15 mai est convoquée une assemblée à la Faculté de lettres et de sciences humaines de Rennes réunissant les professeurs et maîtres de conférences des établissements rennais et brestois auxquels s'ajoutent des délégués des collèges B et C siégeant à titre consultatif. Réunie afin de réfléchir à la situation actuelle, cette assemblée extraordinaire va prendre un tour tout à fait imprévu par la présence massive des assistants et maîtres assistants brestois venus en force et mettant en cause leurs anciens supérieurs du haut de l'amphithéâtre « telle la Montagne au sein du comité de salut public²⁷ ». Au terme d'une réunion orageuse, une motion est votée ouvrant l'assemblée de Faculté à l'ensemble des enseignants et mettant en place un comité provisoire à Rennes et à Brest réunissant enseignants et étudiants. Pour les enseignants brestois c'est une incontestable avancée et un blanc-seing pour se lancer dans une réforme de l'université.

À leur retour, est créée une commission paritaire enseignants/étudiants. Elle se présente comme une structure de coordination chargée d'examiner et d'harmoniser les conclusions des groupes d'étude mis en place qui travaillent sur les différents aspects de la transformation universitaire²⁸. Sa première décision est le report des examens finalement voté le 18 mai par 625 oui contre 124 non et 42 abstentions. L'hostilité des ipésiens²⁹, dont le statut dépend de la réussite aux examens, explique ce score hésitant. Le 22 mai sont élus douze représentants étudiants et onze représentants enseignants, Alice Picard étant déclarée membre de droit. On retrouve dans la représentation étudiante tout ce que le CLU compte de personnalités marquantes à l'exemple de Fanch Broudig, président de la JEB, à l'exception notable de Bernard Boudic qui annonce vouloir se consacrer à l'AGEB et aux contacts intersyndicaux. Le 25 mai, dans une motion votée à l'unanimité moins deux abstentions, la commission paritaire : « considérant l'inexistence d'une représentation tant enseignante qu'étudiante dans la gestion du CLU, considérant la nécessité de préparer le passage à des structures nouvelles comportant une représentation paritaire à tous les niveaux, considérant l'urgence d'un aménagement provisoire sur cette base de la gestion du CLU³⁰ » propose aux assemblées générales de s'autoproclamer Faculté de lettres et de sciences humaines et de s'ériger en conseil de faculté disposant de l'ensemble de ses compétences. L'autonomie mise en place, étudiants et enseignants peuvent se lancer dans un projet structuré de réforme de l'université.

27. Entretien Edmond MONANGE.

28. *Le Télégramme* et *Ouest France* du 16 mai.

29. Les Instituts de préparation aux enseignements de second degré (IPES) recrutèrent des élèves professeurs qui percevaient une rémunération pendant leurs études. Ils ont été supprimés en 1979.

30. Archives privées.

La mise en place d'un projet de réforme des institutions universitaires

Le 16 mai La commission paritaire organise des groupes d'étude dans le but d'élaborer des propositions de réforme de l'université et le 21 mai a lieu l'élection de rapporteurs et de présidents et la création d'un bureau de liaison. Les réflexions s'organisent autour de trois thèmes : le rôle de l'université, l'enseignement, la structure de l'université. L'annonce du report des examens a cependant joué un rôle démobilisateur et le 28 mai la commission paritaire lance un appel pressant à la participation étudiante. Cette évaporation des étudiants, que l'on constate par ailleurs au niveau national, a des conséquences fâcheuses sur l'expression de la cogestion souhaitée par la commission paritaire. Sans relais étudiant, leurs représentants au sein de la commission tendent progressivement à subir l'influence des enseignants de la commission au point de dénaturer l'ambition initiale de cogestion.

Lors de la séance du 8 juin, la commission paritaire discute du projet de réforme des structures de l'Université, le projet est finalement adopté le 13 juin et complété par un exposé des motifs le 24 juin. Le projet final aborde la transformation de l'Université au niveau national, régional et local selon les principes de liberté, d'autonomie et de cogestion. Ce projet avance en premier lieu la transformation du CLU de Brest en Faculté de Lettres et Sciences Humaines au sein d'une université de Basse Bretagne.

Dans l'exposé des motifs, la commission paritaire rend publique sa profession de foi. L'université de Basse Bretagne doit respecter la liberté de chacun, liberté syndicale et politique, et la liberté d'expression entre étudiants et enseignants. Sur le plan des structures, l'université doit être autonome au niveau administratif et financier c'est-à-dire gérer à sa guise l'enveloppe lui étant affectée avec un contrôle *a posteriori* des comptes d'administration pédagogiques. La mise en place des nouveaux enseignements doit être rendue possible par des dispositions institutionnelles garantissant la valeur scientifique des diplômes et leur homogénéité sur le plan national. Enfin la cogestion doit être reconnue comme seul principe de gestion et la commission paritaire doit rester prépondérante. Les assemblées générales d'enseignants et d'étudiants réclament la mise en place d'une loi cadre permettant cette transformation et déclarent refuser toute réforme qui ne s'inspirerait pas de ces principes ou qui ne tiendrait pas compte de ce projet.

Pour concrétiser ces principes, les réflexions de la commission paritaire ciblent quatre orientations visant à transformer l'institution universitaire dans son ensemble. Tout d'abord, définir des cadres nouveaux afin d'éviter le cloisonnement entre unités théoriques et professionnelles ; l'université devient l'unité de base, elle se compose d'une part de facultés chargées de l'enseignement théorique, d'autre part d'instituts chargés de la formation professionnelle, les deux étant reliés par un système très souple de passage. Ensuite il est prévu de garantir l'autonomie de l'Université par la

mise en place d'une Fédération nationale des universités, chargée de coordonner la recherche, de définir les statuts des étudiants et du personnel et de répartir le budget. Sa direction est assumée paritairement par les enseignants et les étudiants. Cette gestion paritaire est étendue à l'ensemble des Facultés et Instituts. Enfin il s'agit d'ouvrir l'université à la société par le bais de la formation professionnelle et par une collaboration plus active à la vie du pays. À ce titre, il est prévu que des représentants extérieurs puissent siéger au sein du conseil.

Une remise en cause des rapports humains : docimologie et hiérarchie

Quand le 9 mai, lors d'un meeting de l'AGEB, Bernard Boudic critique l'examen, outil de la sélection par l'échec, il sait que le problème du report des examens pèse lourdement sur le conflit. Ce problème est d'ailleurs relayé par la presse³¹ qui les met au premier plan des préoccupations nationales ; ceux-ci sont définitivement reportés par décision de la commission paritaire le 18 mai qui précise qu'elle se consacrera à la réforme des structures et des examens³². Les membres de la commission paritaire intègrent déjà dans leur réflexion le futur avant-projet en soulignant que les modalités de passage sont laissées à l'appréciation des commissions mixtes de chaque discipline³³.

Nous avons vu à quel point le problème des examens est considéré comme central pour les étudiants du CLU qui dénoncent, en 1966, leur arbitraire³⁴. Le 20 mai une commission d'étude paritaire de la section histoire-géographie élabore un projet sur le thème de « l'examen permanent³⁵ ». Deux pistes sont suivies : la pluralité des formes d'examen (exposé, travail en groupe, devoirs) et la participation des étudiants à la notation selon diverses options (ensemble des étudiants, jury, étudiants avancés). Cette remise en cause visant à la limitation de l'arbitraire de la notation laisse cependant aux enseignants la liberté de choix des sujets. On voit donc que les étudiants brestois ne mettent pas en cause le principe même de l'examen, mais souhaitent l'aménager en lui ôtant sa dimension de sanction. Le rapport de la commission des examens de la commission paritaire dirigée par Bernard Lestoquoy, assistant d'histoire, apparaît plus pragmatique. Le rapport critique les limites de l'examen ponctuel (arbitraire, jugement sur des connaissances impersonnelles plutôt que sur la valeur réelle, risque de « l'accident ») facteur de bachotage et d'obsessions. De plus, il désorganise l'année universitaire en l'amputant de deux mois. Le rapport se prononce donc pour l'adoption de l'« examen permanent » qui permet une diversi-

31. *Ouest France* du 15 mai.

32. *Projet de report des examens*, article 7 (Archives privées).

33. *Projet de report des examens*, article 4 (Archives privées).

34. 21 % des étudiants brestois considèrent la réussite aux examens comme le fruit du hasard, 50 % – seulement – considèrent le travail comme principal facteur de réussite (GUERCHAIS, Martine, *Contribution...*, *op. cit.*).

35. *Projet de la commission II* du 20 mai 1968.

fication de la forme (tests à réponses multiples, travail de groupe), pour la participation des étudiants avancés à la notation, enfin pour l'abandon des notes à la virgule près au profit de cinq appréciations génériques (très bien, bien, assez bien, médiocre, mauvais). Le projet définitif mis au point en septembre 1968 s'inspire largement des conclusions de ce rapport. Si des notes restrictives y sont apportées telles que l'obligation d'assiduité et le maintien de l'appréciation chiffrée à partir de la deuxième année, le projet maintient les principaux acquis, l'examen continu s'inspire des principes d'orientation (dégager les aptitudes des étudiants à l'enseignement supérieur) et de formation (élimination du bachotage), chaque discipline détermine librement le nombre et la nature des exercices ainsi que son système de notation confirmant l'autonomie comme principe majeur de l'institution universitaire brestoise.

La place de l'étudiant dans l'université brestoise est tout entière résumée par Julien Quéré, professeur et doyen du CSU avant les événements : « l'enseignement supérieur doit être réservé à un petit nombre, à une élite et conserver les structures de maîtres et de disciples, ceci évidemment où on aura donné aux étudiants toutes garanties indépendamment de leurs origines sociales³⁶. » Cette position est alors largement répandue dans l'université française³⁷, et particulièrement brestoise. La taille réduite de la structure universitaire, leur faible culture estudiantine fait des étudiants brestois des post-lycéens plutôt que des étudiants à part entière. Cette différence de statut se lit dans les rapports avec la communauté enseignante.

Reste que la contestation de la hiérarchie va surtout être le fait des enseignants brestois. Après leur « victoire » du 15 mai, ceux-ci s'attellent à la refonte des rapports hiérarchiques à l'intérieur du corps enseignant. Le 31 mai, une motion est proposée à l'assemblée générale paritaire; elle réclame l'obligation de résidence pour tous les candidats à un poste au CLU et exige la démission de tout enseignant n'ayant pas régularisé sa situation au mois d'octobre 1968. Considérée comme « farfelue » par certains³⁸, cette motion est finalement rejetée mais elle marque bien la volonté radicale du collège B de s'affranchir d'une tutelle par trop pesante.

De fait, le projet du 8 juin préconise l'égalité des traitements, l'ensemble des enseignants ayant titre de « professeur ». Le collège A répond par un contreprojet³⁹ qui maintient son monopole dans les tâches de collaborateurs techniques et l'absence de toute convocation de la valeur pédagogique dans la nomination des maîtres de conférences. C'est finalement Alice Picard qui parvient à faire accepter son projet alors qu'il comporte la par-

36. *Ar Studier*, avril 1964 (Archives privées).

37. PROST, Antoine, *Du changement dans l'école. Les réformes de l'éducation de 1936 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2013.

38. Entretien Louis LE GUILLLOU de mai 1988, maître de conférences de Lettres modernes en 1968 et démissionnaire du snesup pendant les événements.

39. *Projet de réforme des structures* de J. Fabre, maître de conférences d'histoire. Archives privées.

ticipation des étudiants à l'avancement des professeurs par la notation de la valeur pédagogique. L'avant-projet prévoit les modalités de recrutement – l'enseignant pressenti devant présenter des garanties de valeurs pédagogiques et d'aptitudes à la recherche –, la carrière – tout enseignant prend titre de professeur et est titulaire, la hiérarchie est ramenée à trois niveaux –, l'avancement – un nombre de cent points est nécessaire pour accéder au grade supérieur, le professeur étant jugé sur les travaux de recherche et sur l'enseignement (les étudiants pouvant accorder jusqu'à 10 points chaque année) –, enfin tout enseignant chargé d'une tâche de gestion doit résider à Brest.

Les assises nationales

L'ensemble de l'œuvre réformatrice menée au sein de l'Université française au cours des événements trouve un débouché à l'occasion des assises nationales des Lettres réunies en juin à Clermont-Ferrand et en juillet à Grenoble. C'est l'occasion pour les Brestois de développer leur projet de réforme de l'institution universitaire à l'échelle nationale.

Les assises de Clermont-Ferrand (17-19 juin 1968)

Le 17 juin quand s'ouvrent les assises de Clermont Ferrand, ce sont 103 délégués et 65 observateurs représentant 30 villes et établissements universitaires qui sont réunis. Le CLU de Brest a délégué 8 enseignants et étudiants qui se répartissent au sein des quatre commissions mises en place : rôle de l'université dans la société, structure de l'université, pédagogie, statut de l'enseignant et de l'étudiant. Dans une déclaration préliminaire, le comité d'organisation mis en place souligne les grands axes de ces assises :

« Nous contestons la société sous sa forme actuelle et l'université dont elle est l'émanation. Il ne peut y avoir de transformations profondes de nos structures sans que le débat mette en cause la totalité de l'organisation sociale. La conséquence pratique de cette prise de position nous paraît être : le refus de participer à toutes commissions réunies autoritairement et de n'appliquer de décisions que celles que les intéressés auront librement débattues et démocratiquement adopté : là serait si vous l'acceptez, un sens possible de nos assises. »

On le voit cette proclamation conforte la dimension réformatrice menée par la commission paritaire du CLU de Brest et plus encore son aspiration à l'autonomie. La découverte de graffitis sur les murs de l'université montre également aux délégués brestois la spécificité de leur mouvement. C'est sur la commission 2, sur les structures de l'université, que va principalement se concentrer la délégation brestoise.

Le 19 juin, c'est l'apothéose et le projet de réforme des structures de l'université est unanimement reconnu comme le meilleur, le projet final reprenant notamment l'organisation de l'université en structures nationales, régionales et locales. La motion se termine en appelant l'ensemble

des Facultés de Lettres présentes « à compléter l'étude des divers points abordés par celles du projet de réforme des structures de l'université élaboré par le CLU de Brest et tout autre texte ». Trente ans après, ces simples mots sont encore considérés par les acteurs comme la consécration du travail accompli au sein du CLU. Le 19 juin, les assises prennent fin et les intervenants sont invités à se retrouver à Grenoble.

Les Assises de Grenoble (3-9 juillet 1968)

À l'issue des assises de Clermont-Ferrand le 27 juin, Edmond Monange établit devant une assemblée générale le bilan des premières assises nationales des lettres définissant les aspects positifs (la plupart des facultés et collèges étaient représentés) et négatifs (la lenteur des travaux, le nombre élevé d'observateurs sans mandats). Puis, en prévision des assises de Grenoble, divers délégués sont désignés pour représenter le CLU à ces assises qui doivent être celles de la consécration.

C'est compter sans la radicalisation du mouvement étudiant, peu perceptible à Brest, mais qui se fait déjà sentir à Clermont-Ferrand au travers de la motion finale de la commission planchant sur la place de l'Université dans la société. Les délégués nantais y ont été particulièrement actifs, ils reçoivent à Grenoble l'appui des étudiants nanterrois. Ainsi, les travaux qui débutent le 3 juillet s'embourbent vite dans les oppositions tactiques sur le devenir du mouvement qui opposent étudiants d'extrême gauche aux étudiants et enseignants modérés dont fait partie le CLU de Brest. Finalement Edmond Monange, désigné pour présenter la motion de clôture constatant l'échec des assises, ne peut même pas l'achever dans le brouhaha provoqué par les militants d'extrême gauche. Le retour est dur. Décontenancés par l'agressivité des militants gauchistes qu'ils n'ont vu qu'à la télévision, les Brestois doivent admettre l'échec de leur tentative de réforme de l'institution universitaire.

Sauver ce qui peut l'être

Le reflux des idées de mai-juin souligne cruellement les limites de l'expérience brestoise et au premier chef de sa vitrine : la parité enseignant/étudiant. La scission du syndicalisme étudiant brestois et surtout la démission des individualités étudiantes qui avaient artificiellement porté l'action réformatrice laissent les enseignants défendre seuls leur vision de la réforme des institutions universitaires face à la mise en place de la loi Faure.

Entre indifférence et radicalisation : le désengagement étudiant

C'est début novembre que le CLU opère sa rentrée et que les déchirements apparaissent dans la relative unanimité qui avait régné jusqu'à présent. Le 7 novembre, trois étudiants démissionnent de la commission paritaire, soulignant qu'à leurs yeux elle ne joue plus aucun rôle. La situation se

complique encore le 14 novembre lors du vote des statuts provisoires du CLU préalable à la mise en place de la loi d'orientation. Or ceux-ci n'ayant pas été votés par les étudiants membres de la commission paritaire – ce qui sous-entend qu'il est le fait des seuls enseignants – l'ensemble des membres étudiants démissionne. À cette occasion, Fanch Broudig, influent président de la JEB, déplore devant l'assemblée générale l'échec d'une cogestion réduite à une façade et dénonce l'apathie des étudiants à l'égard de la loi d'orientation⁴⁰. Dans le même temps, émergent au sein de la Faculté les premiers éléments contestataires du CLU de Brest, le Comité d'action lettres créé le 22 novembre 1968 et résolument opposé à toutes réformes qui ne viendraient pas des étudiants eux-mêmes. Le 19 novembre, l'absence de candidature étudiante aux élections paritaires entérine *de facto* la disparition de la commission. Le syndicat étudiant brestois, tenant de l'unanimité pendant l'ensemble des événements, éclate quant à lui en deux fractions distinctes sous la double pression de l'UEC et des ESU (Étudiants socialistes unifiés) à la suite du 57^e congrès de l'UNEF à Marseille⁴¹.

Les enseignants, quant à eux, tout en critiquant certains aspects de la loi Faure, prônent la participation, seul moyen à leurs yeux de faire aboutir en partie les réformes initiées en mai/juin. À ce titre, les élections des représentants étudiants aux assemblées de section prévues pour le 28 novembre apparaissent comme un test pour l'assemblée des enseignants, laquelle, depuis la chute de la commission paritaire, tient lieu d'organe exécutif de la Faculté des Lettres. Les résultats mitigés qui ne parviennent pas à faire émerger des candidatures étudiantes et ce malgré les pressions enseignantes sur la masse des étudiants dans l'ensemble peu concernés par les subtilités de gestion, augurent mal des élections au conseil d'UER (Unité d'enseignement et de recherche) prévues par la loi Faure et fixées au CLU pour le 13 février. De fait, l'absence de candidatures étudiantes apparaît bel et bien pour la directrice du CLU comme un « suicide⁴² », mais le 20 février une liste des « étudiants progressistes » se présente *in extremis* en soulignant ses convergences de vues avec le SNESUP et son soutien à la cogestion⁴³. Avec 64,18 % des suffrages, la liste progressiste est triomphalement élue; de plus, la participation a été de 46,42 %⁴⁴, c'est donc un dur échec pour l'extrême gauche qui ne peut plus empêcher la mise en place des réformes et ne tarde pas à disparaître en tant qu'opposition universitaire. Pour le CLU, c'est l'affirmation de son ralliement aux principes de la loi

40. Le 28 octobre, une assemblée générale des étudiants en Lettres avait été incapable de se situer sur le problème de la participation à la loi.

41. À cette date, Bernard Boudic a rejoint les rangs du quotidien *Ouest France* où il crée la page sociale.

42. Alice PICARD, note du 10 février 1969 (Archives privées).

43. Créée par Jean Paul Le Bail, la liste est issue du club « Démocratie et université », proche de la SFIO, qu'il a fondé à la rentrée universitaire. En 1970, ils reprennent l'ageb à l'extrême gauche, ce qui était le but initial. Entretien Jean-Paul Le Bail.

44. Pour une moyenne nationale de 41,1 %, la loi Faure fixant un quorum de 60 % qui n'est que rarement atteint sur l'ensemble de la France.

d'orientation et la remise en place d'une cogestion étudiant/enseignant à la tête de l'établissement universitaire.

La poursuite du processus de réforme et la mise en place de l'UER

La disparition de la commission paritaire n'entrave pas le processus de réforme mené dès lors par les enseignants seuls. Profitant de l'article 39 de la loi d'orientation donnant aux Unités d'enseignement et de recherche (UER) une autonomie pédagogique, les enseignants brestois peuvent finaliser le système d'options mis au point pendant les événements⁴⁵. Chaque étudiant est ainsi amené à choisir quatre options dans trois matières différentes ; cette pluridisciplinarité est l'une des exigences fortes du mouvement et implique une transformation du statut de l'étudiant qui devient étudiant de faculté et non plus étudiant de telle ou telle section. Un système provisoire est élaboré, cumulant la filière spécialisée et la filière pluridisciplinaire, mais le flou de ses aménagements empêche sa mise en œuvre à la rentrée 68. Le deuxième grand chantier initié par le processus de réflexion au CLU de Brest tient à la mise en place d'une filière tertiaire⁴⁶. À la rentrée 1968, dans une esquisse de projet,⁴⁷ est soulignée la nécessité de mise en place une filière pluridisciplinaire à finalité tertiaire qui regrouperait la Faculté des lettres et l'Institut de droit, permettant ainsi aux étudiants en lettres d'accéder aux carrières du commerce et des services. Cette formation diversifiée englobant les lettres, les langues, le droit, les sciences économiques et sociales sous une gestion unique décernerait un diplôme d'aptitude aux emplois tertiaires. La mise en place de ce nouvel enseignement est officialisée par Edgar Faure le 4 septembre dans une logique de reconnaissance des structures nées en mai et ce malgré la vive opposition des juristes rennais. Elle marque une nouvelle étape de l'affranchissement de la faculté de Brest, auto-proclamée le 25 mai, face à la pesante tutelle rennaise⁴⁸.

Les statuts de l'UER lettres et sciences sociales de Brest sont finalisés par le conseil d'unité le 16 avril 1969 et votés le 28 mai. Ils représentent le bilan de l'ensemble du processus de réforme engagé par la faculté des lettres de Brest depuis le 16 mai 1968. L'UER a une cogestion paritaire à tous les niveaux⁴⁹ (conseil d'unité, bureau, commission intersection, assemblées de section), cette parité se retrouve au sein du collège enseignant

45. *Projet d'organisation de l'enseignement en première année du premier cycle*, juin 1968 (Archives privées).

46. Elle est principalement portée par trois enseignants, Alice Saunier-Picard, doyen de la Faculté des Lettres, Edmond Monange, assistant d'histoire, et Yves Moraud, maître assistant de français.

47. *Projet de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Brest*, 2 décembre 1968.

48. LESPAGNOL André et LEPRINCE Matthieu, *Les mutations de l'enseignement supérieur et de la recherche en Bretagne (1945-2015). Déploiement territorial, diversification et essais de structuration*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Espace et Territoires », 2016.

49. Il est l'un des rares établissements dans ce cas.

entre le collège A et les deux autres collèges, ce qui est en contradiction avec la loi d'orientation (celle-ci prévoit 60 % des sièges au collège A⁵⁰). L'enseignement est pluridisciplinaire, le régime des études est organisé selon le système des options. Au sein de l'UER, les assemblées de section disposent d'une « large autonomie »⁵¹ pour tout ce qui touche aux affaires intérieures de la section, en cas de décisions en contradiction avec l'esprit général de l'UER, le conseil d'unité tranche de façon souveraine. Enfin les statuts précisent que l'UER tient compte dans l'orientation de ses activités de perspectives générales, de l'évolution de la société et de l'état des débouchés.

•

Le 10 mai 1969 paraît au journal officiel la création de l'université de Bretagne occidentale (UBO), aboutissement d'un an de contestation réformatrice au CLU de Brest. Mais les lendemains sont durs : la passivité des étudiants oblitère le fonctionnement des assemblées de section censées ouvrir un espace de contestation permanent, le ministère refuse en 1970 de valider le diplôme d'aptitude aux emplois tertiaires, symbole de la pluridisciplinarité. De cette tentative de mettre en place une nouvelle institution universitaire au niveau national inspirée des idées de mai, ne reste que la création d'une nouvelle université à la pointe de la Bretagne et la suspension du cours magistral à Brest jusqu'en 1984.

50. Article 13 de la loi d'orientation.

51. Article 55 des statuts.

RÉSUMÉ

Mai-juin 1968 a profondément bousculé l'université française. Des premières contestations étudiantes le 3 mai 1968 à la loi Faure en septembre 1969 qui semble prendre la mesure du malaise pourtant discernable avant les événements se déploie une séquence étudiante sur fond de crise sociale massive. Si les étudiants et les étudiantes contestent volontiers dans la rue, on ne peut passer sous silence le très important travail de réflexion sur l'avenir des universités qui s'est fait durant les événements dans les amphithéâtres universitaires, mené tant par les étudiants que par les enseignants. Pourtant nous n'avons que peu de traces de ces réflexions notamment au niveau local. L'exemple du Collège Littéraire Universitaire de Brest constitue l'occasion d'évoquer les questionnements et les actions menées par une communauté universitaire située à la pointe de la Bretagne, communauté dont les caractéristiques, tant sociales que culturelles, tranchent avec les représentations nationales voire parisiennes. Pour autant, ce moment de réflexion participe également de l'affirmation de la nécessité d'une évolution tant politique que sociale propre à toute une génération.

ABSTRACT

May-June 1968 profoundly disrupted the French university. From the first student protests on 3 May 1968 to the Faure law in September 1969, which seemed to take the measure of the unease that could be discerned before the events, a sequence of student-led events unfolded against a backdrop of massive social crisis. If students were willing to challenge authority on the streets, we cannot ignore the very important work of reflection on the future of universities that was also done by both students and teachers during the events in the university amphitheatres. However, we have little evidence of this process, particularly at the local level. The example of the Collège Littéraire Universitaire in Brest is an opportunity to analyse the interrogations and actions of a university community in western Brittany, a community whose characteristics, both social and cultural, contrasted with the wider national and Parisian situations. This moment of reflection also contributed to the affirmation of the need for a political and social evolution specific to a whole generation.